O.C.I. organisation communiste internationaliste

organisation communiste internationaliste O.C.I.

POUR BATTRE L'UDR ET TOUS LES CANDIDATS DES PARTIS BOURGEOIS

Dès le premier tour : TOUTES LES VOIX POUR LE PREMIER SECRÉTAIRE DU P.S. : MITTERRAND

16 ANS, ÇA SUFFIT

Le 13 mai 1968, un fleuve de manifestants traverse Paris. Une exigence s'élève : « De Gaulle, dix ans, ça suffit. » Mais la grève générale a été disloquée. De Gaulle a bénéficié d'un sursis. Par référendum, il a tenté d'utiliser les moyens inclus dans la Constitution pour imposer l'Etat corporatif. A l'appel des centrales syndicales et des partis ouvriers, le 28 avril 1969, un NON « massif et franc » a contraint de Gaulle à abandonner le pouvoir. C'était l'arrêt de mort de la V[e] République.

Il était alors possible de parachever la victoire des masses laborieuses. Il eut fallu l'unité. Mais au premier tour des élections présidentielles de 1969, le P.S. et le P.C.F. présentaient chacun leur candidat. Au deuxième tour restaient seuls les candidats bourgeois Pompidou et Poher. Pompidou était élu. La division des partis ouvriers bouchait toute perspective politique à la classe ouvrière, aux masses exploitées, à la jeunesse. Un nouveau délai était accordé à la V[e] République. Moribond, décomposé, le régime institué par de Gaulle s'est survécu.

La mort de Pompidou est un symbole : la V[e] République a 16 ans, ça suffit. Il faut exécuter la sentence prononcée il y a 5 ans. Il faut en finir avec la V[e] République et ses institutions.

LA V[e] REPUBLIQUE, C'EST :

- Un régime comparable à celui du second empire de Napoléon III.
- Le système politique fondé sur les ruines du parlementarisme en faillite.
- Le replâtrage de l'Etat bourgeois disloqué.
- La tentative d'instituer un Etat fort qui corsète toutes les couches sociales, qui, pour défendre et faire prévaloir les intérêts du capital financier, pour affronter les contradictions insolubles du régime capitaliste en France et dans le monde, veut broyer la classe ouvrière et ses organisations.

LA V[e] REPUBLIQUE, C'EST :

- La Contitution de 1958 qui sanctionne les conséquences du putsch du 13 mai 1958 à Alger et qui concentre le pouvoir entre les mains du président de la République.
- L'élection plébiscitaire du président de la République instituée par référendum en octobre 1962.
- L'omnipotence de l'Etat bourgeois agissant sans contrôle, incarné par le président de la République.
- Le gouvernement nommé par le président de la République et responsable devant lui seulement.
- L'Assemblée nationale réduite au rôle d'une Assemblée croupion.

LA V[e] REPUBLIQUE, C'EST :

- La réforme administrative que de Gaulle et Pompidou ont promulgué en mars 1964.
- Les préfets, agents du gouvernement, chefs de la police, contrôlent la Fonction publique, les enseignants, les fonctionnaires.
- Les comités d'expansion économique régionaux (CODER) dirigés par les super-préfets, qui réunissent responsables syndicaux, patronaux, représentants des chambres commerciales, des universités, de l'agriculture, menacent les prérogatives des assemblées locales élues, les conseils municipaux. Les comités d'expansion économique régionaux sont de véritables embryons de chambres corporatives régionales.

Dans ce cadre

LA Ve REPUBLIQUE, C'EST :

● Les réformes de la Justice, de la Police, les Ordonnances de 1967, la réforme de la Sécurité sociale, la réforme hospitalière. la réforme de l'enseignement.
● Les tentatives constamment renouvelées d'imposer la politique des revenus (police des salaires), d'intégrer les syndicats à l'Etat.
● L'objectif de transformer le Conseil économique et social en chambre corporative.

LA Ve REPUBLIQUE, C'EST :

● Le règne de la police et des forces répressives, la constitution d'un fichier central. La mise sur pied de la « défense en surface », instrument de guerre civile. La loi anti-casseur. Les atteintes aux libertés démocratiques. L'espionnage policier. La volonté de détruire les libertés démocratiques (droits d'organisation, de presse, etc.), la volonté de « mettre fin au règne des partis », conjointement à l'intégration des syndicats à l'Etat. **C'est : l'Etat corporatif et policier.** Qui veut la Ve République veut les moyens : son personnel politique ne peut être composé que d'aventuriers politiques. L'U.D.R. et ses alliés rassemblent ces chevaliers de la politique. Leur devise : l'Etat, c'est nous, servir l'Etat, c'est dabord se servir. Les scandales connus témoignent des innombrables scandales non révélés du bonapartisme pourrissant.

EN FINIR AVEC LA Ve REPUBLIQUE

Certes, de Gaulle et Pompidou n'ont pu réaliser totalement leur programme. **Ils n'ont pu construire l'Etat corporatiste, intégrer les syndicats, liquider les partis, en finir avec les libertés démocratiques, briser et broyer la classe ouvrière.**
Le prolétariat, la jeunesse, les masses exploitées ont mis en échec de Gaulle et Pompidou par leur lutte et leur action politique : **grève des mineurs en 1963, grève générale de mai-juin 1968, Non massif au référendum de 1969, multiples grèves et combats de la classe ouvrière, combats de la jeunesse contre la loi Debré, la réforme Fontanet.** Aujourd'hui, la Ve République, ses institutions, ses cadres sont moribonds et pourrissent sur pied. Les spasmes de la mort secouent les « compagnons de la Ve République ». Ils se divisent. Ils se battent, ils se déchirent. La bourgeoisie divisée ne sait ce que sera demain. La faillite de la Ve République désoriente le grand capital. En faillite, moribonde, la Ve République, ses cadres, ses institutions n'en subsistent pas moins. Toutes les réformes réactionnaires demeurent et sont partiellement appliquées. Les aventuriers politiques occupent toujours les organes et les rouages de l'Etat. La Ve République pourrissante barre encore la route au prolétariat, à la jeunesse, aux masses exploitées.

Il faut détruire ces réformes réactionnaires, balayer les mesures anti-démocratiques, liquider les institutions gaullistes, jeter à la poubelle son personnel politique. Il faut abattre la Ve République.

VOTEZ PREMIER SECRETAIRE DU P.S. : MITTERRAND

Pour en finir avec la Ve République, l'Organisation Communiste Internationaliste (O.C.I.) appelle à voter : premier secrétaire du Parti socialiste : Mitterrand. soutenu par le Parti communiste français.

Cependant, tous le constatent : Mitterrand, candidat « de la gauche unie ». au nom des orientations du « Programme commun de gouvernement », proclame qu'il respectera la Ve République, sa Constitution et ses institutions.

Mitterrand prétend, toujours en se référant au « Programme commun », espérer former un gouvernement qui comprendrait des ministres radicaux de « gauche » et de droite, et même des ministres d'autres groupes politiques de l'Assemblée nationale actuelle. Il veut trouver une nouvelle majorité au sein de cette Assemblée nationale et non la dissoudre. Alors, faut-il voter Mitterrand ? **Sans hésitation, l'O.C.I. répond : il faut voter : premier secrétaire du P.S., Mitterrand.**

L'O.C.I. applique aux élections présidentielles les mêmes principes qu'elle applique aux élections législatives. Au deuxième tour des élections législatives, bien que la politique de l'Union de la gauche et le Programme commun aient été développés par le P.S. et le P.C.F., l'O.C.I. a appelé à battre les candidats des partis bourgeois.
L'O.C.I. a appelé à bloquer toutes les voix sur les candidats des partis ouvriers qui avaient obtenu le plus de voix au premier tour.
Les élections présidentielles instituées par de Gaulle ont un caractère plébiscitaire. Moins encore que les élections législatives, elles ne donnent au prolétariat les moyens véritables de s'exprimer politiquement. La loi électorale est telle que seuls restent candidats au deuxième tour les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix au premier tour. **Dans ces élections, il faut battre les candidats des partis bourgeois.**
Un seul moyen : voter dès le premier tour pour le secrétaire du P.S., Mitterrand.
Sans poser de conditions, l'O.C.I. appelle à voter Mitterrand.
Mitterrand a beau développer les garanties que donnent à la bourgeoisie le maintien de ses institutions, « l'Union de la gauche » sans rivage à droite, le « Programme commun de gouvernement », cautionnés par la participation des radicaux, la bourgeoisie ne s'y trompe pas.
L'élection de Mitterrand lui infligerait une profonde défaite politique. La bourgeoisie sait que le prolétariat votera classe contre classe. Elle sait que l'élection du premier secrétaire du P.S. exprimerait une puissante mobilisation politique de toutes les masses exploitées. Elle sait que le prolétariat, les masses exploitées, la jeunesse s'ébranleraient et balaieraient la Ve République, ses institutions, ses aventuriers politiques. La bourgeoisie sait que, par la brèche ouverte, le prolétariat s'engouffrerait, qu'il occuperait tout le terrain politique, qu'il exigerait la constitution dun «gouvernement à lui», la satisfaction de toutes les revendications.

DE LA CRISE POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE A LA CRISE REVOLUTIONNAIRE

La bourgeoisie sait que ces élections se déroulent à un moment crucial. Les dirigeants des partis ouvriers ont refusé de s'unir en 1969 pour battre Pompidou et Poher, ils ne veulent pas rompre avec les partis bourgeois et réaliser le Front unique ouvrier, ils refusent de s'appuyer sur le prolétariat, les masses exploitées, la jeunesse, sur leur combat pour organiser l'action politique qui imposerait un gouvernement des partis ouvriers sans ministres représentants des partis et organisations bourgeois. Ils ont maintes fois certifié qu'ils respecteraient la Ve République, ses institutions, sa légalité. Malgré cela, la crise politique de la bourgeoisie née de l'échec et de la chute de De Gaulle s'est poursuivie et aggravée. A peine Marchais venait-il de déclarer : « Nous irons jusqu'aux élections présidentielles de 1976 », Pompidou meurt : la crise politique de la bourgeoisie est accélérée.

La République parlementaire est pour la bourgeoisie le système politique le plus souple, mais la bourgeoisie a dû recourir à la Ve République, au bonapartisme incarné par de Gaulle, après que le parlementarisme se soit révélé impuissant à résoudre les problèmes qui la confrontent.

L'objectif de la Ve République était d'écraser la classe ouvrière pour tenter de surmonter la crise de tous les rapports sociaux et les colmater.

Or la Ve République fait faillite. Les « compagnons » se déchirent, à l'instant où cette crise se développe pleinement en France, en Europe, mondialement. La pression de l'impérialisme américain, la guerre économique retentissent durement sur le capitalisme français. Le Marché commun se disloque. L'inflation devient incontrôlable. La fuite des capitaux s'accélère. Le déficit des balances commerciale et des comptes se creuse. La spéculation joue contre le franc dont le cours s'effondre. Les réserves de change fondent. Le mouvement de l'économie capitaliste conduit à la crise et à la dislocation du marché mondial.

Il submerge les gouvernements bourgeois. Il met en cause les conquêtes de la classe ouvrière, son pouvoir d'achat, l'emploi et la qualification. Des millions de chômeurs : voilà la menace qui pèse. La jeunesse est tout aussi durement frappée, dans son droit à l'existence, à la culture, au métier. La petite bourgeoisie et la petite paysannerie sont également frappées.

Le prolétariat, les masses exploitées, la jeunesse, conscients de leur force en France, en Europe, dans le monde, n'acceptent pas, ils réagissent et combattent. La récente grève générale des mineurs anglais se déroulant en même temps que les élections législatives et se concluant par la défaite de Heath démontre la capacité du prolétariat d'utiliser tous les terrains de lutte. Les conditions se rassemblent pour la transformation de la crise politique de la bourgeoisie française en crise révolutionnaire.

QUEL GOUVERNEMENT ? POUR QUOI FAIRE ?

L'élection du premier secrétaire du P.S., Mitterrand, accentuerait le désarroi de la bourgeoisie. Elle poserait clairement les questions : **quel gouvernement ? Pour quoi faire ?**

Mitterrand a déjà répondu : **un gouvernement d'Union de la gauche sans rivage à droite, un programme de sauvetage de la société et de l'Etat bourgeois, un projet de renflouement de l'économie capitaliste inspiré du « Programme commun de gouvernement ».** Comment considérer autrement les objectifs qu'il vient de définir :

- **Respect de la Ve République et de ses institutions.**
- **Emprunt indexé de 10 milliards, nécessairement souscrits par les banques françaises et étrangères, c'est-à-dire le capital financier.**
- **2 milliards annuels pour le rachat et l'indemnisation des sociétés capitalistes en cas de nationalisation.**
- **Modération des revendications — pas même le minimum vital à 1 500 F par mois.**
- **Volonté d'aller vers la politique des revenus par la concertation entre le gouvernement et les directions syndicales.**

Mitterrand tente de rassurer le capital français et international.

GOUVERNEMENT DES PARTIS OUVRIERS SANS MINISTRES CAPITALISTES

Mais la bourgeoisie est consciente que la défaite des candidats des partis bourgeois poserait la question : ou bien défendre le vieil ordre social et politique ou bien rompre avec la bourgeoisie. A cette question la classe ouvrière, les masses exploitées, la jeunesse répondraient :

- **Unité des partis ouvriers, rupture avec la bourgeoisie, un gouvernement des partis ouvriers sans ministres capitalistes.**
- **Abrogation de la Constitution de la Ve République, de ses institutions, de la réforme administrative, de toutes les réformes réactionnaires, de toutes les mesures anti-démocratiques.**
- **Dissolution de l'Assemblée nationale élue sous le patronage de Pompidou.**
- **Plus de préfets, dissolution des polices d'Etat, des CRS, des corps de gendarmerie, des organismes de la défense en surface.**
- **Appui sur le prolétariat, les masses exploitées, la jeunesse.**
- **Pas de nouveau Chili : à bas l'Etat bourgeois ! Dissolution du corps des officiers. Le pouvoir à la classe ouvrière.**
- **Satisfaction de toutes les revendications. Garantie de l'emploi et de la qualification. Pas de licenciements.**
- **Expropriation des grandes sociétés capitalistes. Abolition du secret bancaire. Contrôle par les organisations syndicales des prix et de la production. Planification selon les besoins des masses et sous contrôle ouvrier.**
- **A bas la Ve République ! Vive la République ouvrière !**

LE MOUVEMENT EST DEJA ENGAGE

Le prolétariat, les masses exploitées, la jeunesse n'attendront pas. Déjà le mouvement est engagé. Au cours de la récente grève des banques, les grévistes ont imposé l'unité aux organisations syndicales. Ils ont arraché d'importantes revendications et le paiement quasi-intégral des jours de grève. A l'initiative des travailleurs d'avant-garde, un comité de grève comprenant les organisations syndicales a été formé et a fonctionné à la Société Générale.

Les grévistes voulaient : la centralisation de la grève, la formation d'un comité central de la grève des banques, l'ordre de grève jusqu'à satisfaction des revendications, manifester devant le ministère des Finances, c'est-à-dire mettre en cause le gouvernement. Les grévistes se sont heurtés au barrage des appareils syndicaux qui ont contenu la grève, mais qui n'ont pu la briser. La grève des banques est un commencement. La défaite des partis bourgeois donnerait un formidable élan au mouvement de la classe qui s'amorce. La bourgeoisie ne s'y trompe pas. Elle comprend l'unité profonde qui lie le mouvement qui s'amorce actuellement à la grève générale de mai-juin 1968, aux luttes de la jeunesse, aux grèves, à l'action politique qui ne cessent de se développer. Elle sait que ce mouvement pose en France la question du pouvoir. Toutes les bourgeoisies comprennent également le lien qui unit les luttes de la classe ouvrière française et son combat politique aux luttes et aux combats politiques des prolétariats d'Europe et du monde. Elles savent que le mouvement du prolétariat français s'insère dans le combat pour une Europe unie sous la direction du prolétariat : **les Etats-Unis socialistes d'Europe.**

BATIR LE PARTI REVOLUTIONNAIRE

Voilà pourquoi l'O.C.I. appelle à voter dès le premier tour, sans conditions, pour le premier secrétaire du P.S., Mitterrand. L'O.C.I. ne cautionne ni **« l'Union de la gauche »** ni **« le Programme commun de gouvernement ».** Elle combat pour le Front unique ouvrier, la rupture avec la bourgeoisie, un gouvernement des partis ouvriers sans ministres représentants d'organisations ou de partis bourgeois, pour le programme d'action de la classe ouvrière.

Dans ce combat, et pour ce combat, l'O.C.I. met au centre de son activité la construction du parti révolutionnaire et la reconstruction de la IVe Internationale, indispensables pour qu'un gouvernement ouvrier prenne le pouvoir et que la révolution prolétarienne soit victorieuse. C'est au nom de cette politique que l'O.C.I. appelle à voter Mitterrand.

Mitterrand élu, la crise politique de la bourgeoisie ouvrirait la voie à une crise révolutionnaire. S'il n'est pas élu, un vote massif pour le premier secrétaire du P.S. approfondirait la crise de la bourgeoisie, renforcerait la confiance de la classe ouvrière en ses propres forces.

De toute façon, la question du gouvernement et du régime est posée. La voie de la lutte pour en finir avec la Ve République et ses institutions, pour un gouvernement des partis ouvriers sans ministres des partis bourgeois est d'ores et déjà ouverte.

VOTEZ POUR LE PREMIER SECRETAIRE DU P.S.
FRANÇOIS MITTERRAND

Déclaration de l'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IVe Internationale).
Le 25-4-1974.

---

3 MAI 1974 20H.30 SALLE DE LA MUTUALITÉ

24, rue Saint-Victor, Paris-5e (métro Maubert-Mutualité)

MEETING OCI

SOUS LA PRÉSIDENCE DE CHARLES BERG du comité central de l'OCI

CLAUDE CHISSEREY du comité central de l'OCI

STÉPHANE JUST du comité central de l'OCI

LISEZ « INFORMATIONS OUVRIERES »
TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES
88 bis, avenue Parmentier, Paris-11e

Abexpress - PARIS